projet du programme économique, confié à deux professeurs d'université, est économiquement keynésien et politiquement social-démocrate. Il a été l'outil, qui a permis de mener à bien l'opération. Le modèle de comportement populiste de la direction fait que dans sa relation directe et sans médiations avec l'électorat, on peut combiner des messages très différents. La stratégie populiste n'est pas seulement un *« discours vide »*. Les arguments et les propositions de la direction de Podemos peuvent varier selon ce qu'elle estime le plus opportun à chaque moment et nous pourrons connaître des virages en diverses directions.

Nous ne devons donc pas analyser Podemos comme une force anticapitaliste ou à vocation de le devenir mais bien comme un projet national-populaire espagnol (y compris avec les contradictions que cela lui crée en Catalogne et en d'autres endroits), anti-néolibéral et en faveur de la rupture démocratique avec le régime de 1978. Une force qui, bien que dans sa direction, à son sommet, on n'ait pas laissé d'espace pour ceux qui défendaient d'autres propositions au cours du processus des assemblées, compte avec une pluralité de sensibilités en son sein et des activistes disposés à continuer à batailler pour *« gagner »* – pas seulement au plan électoral mais aussi au plan politique et social – en créant et en construisant du pouvoir populaire.

Vers l'avant

Aujourd'hui il reste à voir le résultat que donneront aussi bien le processus d'articulation interne (qui englobe l'élection des Conseils locaux et ensuite régionaux – qui s'achèvera fin janvier –, que celui des élections municipales (mai 2015), auxquels Podemos ne se présentera pas avec des candidatures propres mais au sein de candidatures d'unité populaire. L'achèvement de ces deux processus permettra d'avoir un tableau plus achevé de la réalité organisationnelle et institutionnelle de Podemos et du poids des différentes sensibilités qui en font partie.

Jusqu'à présent, le noyau dirigeant – je souligne, car je ne me réfère pas aux activistes – de Podemos maintient une ambiguïté calculée au moment de s'engager dans les initiatives de mobilisation, comme il l'a fait récemment à propos des marches pour la dignité du 29 novembre. Le seul geste mobilisateur qu'ait fait le nouveau Conseil citoyen (organe de direction large) a été d'appeler à une manifestation le 31 janvier en défense de Podemos contre les attaques de la droite, comme moyen de mesurer le soutien social-dont il dispose. Une manifestation dont les modalités restent à définir et que, pour notre part, nous essaierons de transformer en dénonciation de la corruption et des politiques antisociales à réaliser unitairement avec d'autres forces, parce que comme simple auto-affirmation de Podemos ça n'ira pas loin.

Mais au-delà, le phénomène Podemos a déclenché l'apparition au sein des Comisiones Obreras (CCOO) d'un courant critique, Ganemos-CCOO, qui a lancé un manifeste signé par 1001 délégué.e.s syndicaux. Ganemos-CCOO exige une régénération du syndicalisme, la démission du secrétaire général, s'oppose au dialogue social et se réclame d'un syndicalisme de lutte. Reste à voir ce que peut être son évolution, mais on ne s'aventure guère à pointer le fait que le phénomène Podemos – comme expression de la crise politique et sociale – va bien au-delà du strict cadre électoral qui constitue actuellement son projet dominant.

Le rôle de Izquierda Anticapitalista

Podemos catalyse et agglutine des milliers d'activistes qui voient dans cette force politique un instrument utile pour faire tomber le régime de la réforme et affronter la Troïka. Izquierda Anticapitalista (IA), qui a participé au lancement de l'initiative, au-delà des importantes divergences qu'elle a avec l'évolution actuelle de la direction, ne peut pas et ne doit pas baisser les bras dans la construction de cette alternative.

Podemos constitue, de loin, la meilleure initiative qu'a pu impulser la gauche radicale depuis des années dans l'État espagnol. C'est pourquoi il est nécessaire de suivre le travail de construction et de développement de cette organisation, en recherchant la convergence en son sein avec d'autres secteurs et sensibilités avec lesquels on puisse arriver à se mettre d'accord en fonction des questions qui apparaîtront à l'avenir, comme la démocratie interne, la participation politique à partir d'en bas, le pari pour un programme de rupture et l'insertion dans les mouvements sociaux.

Plus encore, sauf nouvelles dynamiques qu'à ce jour on ne peut prévoir, travailler à la consolidation des cercles de Podemos, à son ancrage dans les mouvements sociaux et dans les mobilisations contre les politiques actuelles, constitue le meilleur antidote pour éviter que Podemos reste limité à une pure machinerie électorale ou subordonné à ses élus.

Rien n'est écrit d'avance. Podemos, au cas où il arriverait au gouvernement, sera soumis à de multiples tensions et pressions du fait de la marge de manœuvre étroite qu'ont les politiques de changement, y compris réformistes, dans l'actuel contexte de crise. Podemos ne va pas tarder à se voir contraint de choisir entre se soumettre *« par réalisme »* au diktat des marchés ou défendre avec la mobilisation sociale un programme de rupture avec eux. On ne peut pas non plus écarter la possibilité qu'une victoire électorale de Podemos alimente une reprise de la mobilisation sociale contre l'establishment politique et économique, ce qui ouvrirait l'espace à un front de pression populaire en faveur d'un changement favorable au peuple et pour que le gouvernement ne cède pas au chantage des pouvoirs financiers.

C'est pourquoi, au-delà de ses contradictions, Podemos est l'espace prioritaire pour avancer vers la rupture avec le régime de 1978 et l'austérité de la Troïka. Podemos est le projet que doivent impulser les anticapitalistes de l'État espagnol. La référence la plus forte de Podemos dans la société, c'est qu'il représente un mouvement de rupture plus qu'un possible gestionnaire *« sain »* du système.

Convertir Podemos en outil de transformation sociale nécessaire ne va pas être un travail facile. Face à l'impasse de la mobilisa-

Une seule victoire claire et nette sur un thème central a été remportée à l'échelle de l'État : le PP a dû retirer son projet réactionnaire contre le droit des femmes à décider sur l'avortement